

RAPPORT 2013 SUR LA LIBERTE DE RELIGION DANS LE MONDE - CÔTE D'IVOIRE

Résumé analytique

La Constitution et d'autres lois et politiques protègent la liberté de religion et, dans la pratique, le gouvernement a généralement respecté cette liberté.

Il n'a été signalé aucun cas de discrimination ou d'abus sociétaux en raison de l'affiliation, des croyances ou des pratiques religieuses. Des dirigeants religieux de premier plan ont réalisé des efforts concertés pour promouvoir la liberté de religion et encourager le dialogue interconfessionnel.

L'ambassadeur des États-Unis et des représentants de l'ambassade ont abordé la question de la liberté de religion avec le gouvernement. Des représentants de l'ambassade ont rencontré régulièrement les dirigeants religieux et de la société civile locaux tout au long de l'année et organisé des manifestations visant à promouvoir la liberté de religion et la tolérance.

Section I. Démographie religieuse

D'après les estimations du gouvernement des États-Unis, la population totale s'élève à 22,4 millions d'habitants (estimations de juillet 2013). Entre 35 et 40 % des habitants sont musulmans, un pourcentage à peu près égal est de confession chrétienne et quelque 25 % pratiquent des religions autochtones. Bon nombre de chrétiens et de musulmans partagent également certaines croyances des religions autochtones.

Traditionnellement, le nord du pays est associé à l'islam et le sud au christianisme, bien que des fidèles des deux groupes religieux vivent dans l'ensemble du pays. De façon générale, les affiliations religieuses et politiques tendent à suivre les lignes ethniques.

Parmi les groupes chrétiens, l'on compte des catholiques, des Témoins de Jéhovah, des adventistes du septième jour, des méthodistes, des presbytériens, des membres de l'Église harriste, des adeptes de l'Église de Jésus-Christ des saints des derniers Jours (mormons), des baptistes du Sud, des coptes et des membres des Assemblées de Dieu. Les musulmans sont des sunnites, des chiites et des ahmadis. Il existe d'autres groupes religieux, parmi lesquels les bouddhistes, les bahaïs, les adhérents

CÔTE D'IVOIRE

de l'Association internationale pour la conscience de Krishna ainsi que les adeptes du bossonisme, qui suivent les traditions du groupe ethnique des Akans.

Section II. Situation du respect de la liberté de religion par le gouvernement

Cadre juridique et politique

La Constitution et d'autres lois et politiques protègent dans l'ensemble la liberté de religion.

Le service des Organisations confessionnelles du ministère de l'Intérieur est chargé de promouvoir la liberté de religion dans le pays.

La loi exige que tous les groupes religieux s'enregistrent auprès du gouvernement. Pour ce faire, ils doivent déposer au service des Organisations confessionnelles une demande accompagnée des statuts du groupe, du nom des membres fondateurs et du comité directeur, de la date de fondation ainsi que du procès-verbal des assemblées générales. Le service mène ensuite une enquête pour vérifier que le groupe n'a pas d'objectif ni d'adhérent jugé politiquement subversif.

Pratiques gouvernementales

Le gouvernement a continué de financer et d'organiser le hadj pour les musulmans et des pèlerinages vers Israël, les territoires palestiniens et Lourdes pour les chrétiens. Les fidèles de ces groupes religieux devaient déposer une demande auprès du ministère de l'Intérieur qui déterminait à qui attribuer la subvention en fonction de critères comme l'âge, l'état de santé, la capacité d'obtenir un visa et l'implication dans la communauté religieuse locale.

Le gouvernement aurait accordé un accès égal à la télévision et à la radio d'État pour la diffusion d'émissions religieuses.

Le gouvernement a inclus des dirigeants religieux catholiques et musulmans de premier plan dans les efforts de réconciliation. Le dirigeant musulman reconnu du pays, le cheikh Boikary Fofana, et l'archevêque, Monseigneur Paul Siméon Ahouana, ainsi que d'autres leaders religieux, ont continué d'être des membres actifs de la Commission dialogue, vérité et réconciliation (CDVR).

Section III. Situation du respect de la liberté de religion par la société

CÔTE D'IVOIRE

Il n'a été signalé aucun cas de discrimination ou d'abus sociétaux en raison de l'affiliation, des croyances ou de pratiques religieuses.

Les dirigeants musulmans et chrétiens ont organisé des activités publiques interconfessionnelles et fait des déclarations conjointes pour encourager la réconciliation nationale et la tolérance. En mars, les dirigeants religieux ont instauré « Les jours de prière », une période consacrée à la prière pour la repentance, la réconciliation et l'unité, qui faisaient suite à la crise post-électorale de 2010-2011. L'imam Fofana et le Bishop méthodiste Benjamin Boni ont prononcé des discours prônant l'unité nationale lors de cette manifestation.

En septembre, une paroisse évangéliste d'Abidjan a célébré les fêtes de la moisson en partageant un repas avec plusieurs dirigeants religieux, parmi lesquels des catholiques, des pentecôtistes et des musulmans.

Section IV. Politique du gouvernement des États-Unis

Les représentants de l'ambassade des États-Unis ont rencontré régulièrement des dirigeants religieux et de la société civile locaux pour évoquer la liberté de religion et la tolérance. Le 16 juillet, l'ambassadeur a organisé un iftar à l'intention de quelque 50 dirigeants communautaires musulmans et autres, au cours duquel il a prononcé un discours soulignant l'importance de la liberté de religion et de la tolérance. En août, l'ambassade a facilité la signature d'un accord entre Voice of America (VOA) et Radio Al-Bayane, une station de radio islamique basée à Abidjan. Cet accord autorisait la diffusion hebdomadaire de l'émission *Dialogue des religions* à l'antenne de Radio Al-Bayane, pour des millions d'auditeurs dans le pays. *Dialogue des religions* est une émission qui donne la parole à des présentateurs et des invités sans affiliation, souvent des spécialistes et des journalistes, pour aborder des questions d'actualité sur la religion et répondre aux questions des auditeurs sur différents aspects de la religion. Le 26 octobre, l'ambassade a célébré les Journées Internationales de Musique Daniel Pearl en organisant un concert où se sont produits des ensembles musicaux de différentes confessions, notamment musulmane et chrétienne.